

Lettre N°28 - Novembre 2013

La Lettre de l'ONED

Edito

« Amorcer la pompe », tel était l'objectif annoncé par Michel Legros le 26 septembre 2013 lors de la réunion des comités technique et de pilotage du dispositif de remontée des données (issu de la loi du 5 mars 2007 et du décret du 28 février 2011).

Objectif atteint !

Cette réunion faisait suite aux préconisations élaborées par Michel Legros et les membres du comité d'experts qu'il présidait, dans le cadre de la démarche de consensus pour la remontée des données, organisée cette année. Il s'agissait en effet qu'un nombre significatif de services ASE des départements envoient leur base de données, issue d'une extraction sur le logiciel métier, à l'ONED, ainsi qu'à leur ODPE si celui-ci est en capacité de la traiter. Nous souhaitons publier les premiers résultats sur les données 2012 dans le 9^e rapport qui sera remis au Gouvernement et au Parlement durant le premier semestre 2014, puis renvoyer des tableaux de bord aux départements ayant participé. Certains départements nous ont communiqué une base d'ores et déjà exploitable, par l'ONED comme par l'ODPE, grâce à des échanges avec l'équipe pour améliorer la qualité de l'information. D'autres sont toujours dans une phase test, avec des allers-retours sur les questions techniques. D'autres encore nous sollicitent puisqu'ils sont en phase d'élaboration du dispositif. La participation à cette démarche d'observation est une obligation légale. Nous invitons donc chacun des départements à nous contacter, par téléphone, courriel ou à l'occasion d'une visite dans nos locaux ou en région. La construction d'un système d'observation, au niveau départemental comme au niveau national, se fait par étapes, et nous sommes à votre entière disposition pour vous accompagner dès vos premières démarches (lors d'un changement de logiciel, d'une phase test, de l'envoi d'une première base, incomplète, mais qui sert de phase test).

Ensemble, nous construisons notre succès : une meilleure connaissance du champ de l'enfance en danger, pour mieux prévenir et mieux traiter. Les données remontent. « La pompe est amorcée ». Grâce à l'implication de chacun, dès 2014, nous produirons des données.

Gilles Séraphin,
directeur de l'ONED

Visites et échanges à l'ONED

L'équipe de l'ONED a récemment reçu dans ses locaux Brigitte Guigüe-Pujuguet, chargée de mission « Etudes prospectives en protection de l'enfance » au conseil général du Vaucluse.

Inscriptions au cycle de séminaires ONED 2014

Un nouveau cycle de séminaires s'ouvre en janvier 2014 autour de la thématique « **Enquêter auprès des enfants en terrain difficile : mieux comprendre pour mieux agir** ».

Plus d'infos sur le site de l'ONED, onglet « Nos actions, Evénements ».

Les actions de l'ONED

Un nouveau guide méthodologique sur les enquêtes sur le devenir à l'âge adulte des enfants placés

En distinguant les trois grands moments des enquêtes (la préparation, la réalisation, la restitution), ce guide, destiné aux départements et associations, a pour objectif de donner quelques éléments pratiques sur la réalisation d'une étude sur le devenir des enfants accueillis en

protection de l'enfance.

Le document est disponible en téléchargement sur notre site.



Réunion d'échanges avec l'URIOPSS Centre sur l'action éducative en milieu ouvert

L'ONED était invité par l'Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS) de la région Centre pour présenter le travail mené sur l'action éducative en milieu ouvert (AEMO). La réunion devait aborder aussi les conséquences des choix, en matière de politiques pu-

bliques, pour le secteur associatif habilité. Cette présentation était destinée à des directeurs de services de la région Centre et membres de l'URIOPSS. Le groupe était essentiellement composé de directeurs de services de milieu ouvert (action éducative à domicile et action éducative en milieu ouvert), de maisons

L'agenda en protection de l'enfance

- 5-6 déc. 2013 - Paris
Pertes, ruptures et abandons
Congrès annuel de l'association Parole d'enfants
- 17-18 déc. 2013 - Bruxelles
8^e forum européen des droits de l'enfant
- 31 janv. 2014 - Paris
Inceste, lorsque les mères ne protègent pas leur enfant
Colloque de l'association Docteur Bru

d'enfants à caractère social et de services de placement familial. Les directeurs de service ont eu l'occasion d'exprimer les difficultés actuelles, auxquelles ils sont confrontés : accueil de mineurs isolés étrangers qui servent parfois de variables d'ajustement, mise à mal de certaines

politiques publiques en région Centre, notamment la prévention spécialisée et la protection des jeunes majeurs.

La présentation du rapport faite par un chargé de mission a été suivie d'échanges intéressants sur les pratiques en matière d'AEMO. Cela a contribué à mieux cer-

ner les évolutions, en cours ou nécessaires, notamment dans le passage d'un régime de protection à un autre et autour du positionnement de l'autorité parentale dans le cadre d'une mesure de protection.

Recherche

Dernière séance du cycle de séminaires de l'ONED

La dernière séance du cycle de séminaires de recherche de l'ONED s'est déroulée le 22 novembre avec la participation assidue d'une trentaine d'auditeurs issus du monde de la recherche ou de la pratique. L'objectif de cette séance conclusive visait, d'une part, à apporter des éléments de compréhension à la fois théorique et pratique sur la notion de vulnérabilité et, d'autre part, à apprécier son efficacité pour rendre compte des situations de précarité et/ou de fragilité matérielle ou sociale rencontrées par certains enfants ou adolescents.

Pour Marc-Henry Soulet, professeur des universités à Fribourg et titulaire de la chaire de sociologie, politiques sociales et travail social, le retour en force de cette notion et son utilisation excessive dans le champ scientifique conduit à lui faire perdre son pouvoir heuristique, toutes les

situations risquant en effet de devenir « vulnérabilisables ». Toutefois, il convient aussi de souligner, toujours selon Marc-Henry Soulet, son caractère opératoire au niveau des politiques publiques pour penser ensemble la dialectique complexe entre autonomie et dépendance. Comme cela a été démontré par Axelle Brodiez, chargée de recherche au CNRS et historienne au laboratoire LARHRA à Lyon, cette articulation entre autonomie et dépendance a montré au cours de l'histoire des déséquilibres et des prévalences différentes pour l'une ou l'autre de ces dimensions. Ces variations peuvent conduire à établir de manière excessive des dispositifs de contrôle et de surveillance sur des groupes « marginaux » préalablement considérés « à risque », interrogeant par là-même les processus d'étiquetage d'une telle détermination. Toutefois, au contraire d'au-

tres notions comme l'exclusion qui tend à établir des fractures entre les individus, la notion de vulnérabilité présente le grand intérêt de placer l'accent sur une potentialité commune à tout le monde (le risque d'être vulnérable), mais inégalement répartie dans la société.

Si les dimensions conceptuelles de la vulnérabilité sont aujourd'hui globalement reconnues, il n'existe pas de consensus méthodologique sur la manière de l'évaluer, que ce soit sur la collecte de données comme de leur agrégation. Cette situation conduit l'ONED à ouvrir un nouveau cycle de séminaires pour l'année 2014 sur les questions de méthodologie autour de la thématique « Enquêter auprès des enfants en terrain difficile : mieux comprendre pour mieux agir ».

Le 10 octobre dernier : franc succès pour la journée d'étude sur la transition à l'âge adulte

INTRAC (*International Research Network on Transitions to Adulthood from Care*) est un réseau international de recherche sur les transitions vers l'âge adulte des jeunes accueillis en protection de l'enfance. Il est composé de chercheurs et doctorants de seize pays et permet aux chercheurs qui en sont membres de partager leurs recherches, leurs idées et leur compréhension des problèmes que rencontrent les jeunes lors de cette transition, y compris les types de soutien et d'assistance qu'ils trouvent utiles et les obstacles auxquels ils sont confrontés.

Réunis en octobre à Paris pour leur rencontre annuelle, les membres du réseau ont accepté qu'une journée d'étude internationale soit organisée par l'ONED et l'Ined, avec un soutien du laboratoire PRINTEMPS, afin de croiser les connaissances et les regards avec des acteurs français du même champ.

Cette journée, tenue le 10 octobre à Paris, a rencontré un franc succès, faisant salle comble pour l'ensemble des débats.

La matinée a été consacrée aux enjeux de la recherche en la matière. Dans un premier temps, a été évoqué le sens de ce passage dans un monde qui se représente comme « en crise », et ce que cela implique sur la conception de la jeunesse, particulièrement celle en difficulté. Les présentations se sont ensuite concentrées sur les droits de l'enfant et ce qu'ils engendrent en matière de politiques publiques dans différents pays, avec une illustration particulière s'agissant de l'exemple états-unien.

Les réalités vécues par les jeunes sortant de la protection de l'enfance, telles que la recherche les appréhende, ont donné lieu à plusieurs exposés denses, présentant en particulier des recherches par les pairs ou des études de cohorte dans différents contextes, qui sont autant d'indications

précieuses pour améliorer l'accompagnement de ces jeunes.



Enfin, l'ONED avait invité des représentants de plusieurs dispositifs français d'accompagnement à l'âge adulte à présenter ceux-ci afin de faire connaître ces pratiques aux experts du réseau INTRAC et enrichir les échanges. Associant chercheurs et experts de plusieurs continents autour de ces questions, cette journée a aussi mis en valeur les apports de la pratique, notamment en France. En collaboration avec les autres organisateurs, les comptes rendus des différentes présentations seront bientôt disponibles.

Hausse du nombre d'IP et de mesures dans le Loiret

Le 7 novembre 2013, la réunion annuelle de l'ODPE du Loiret, en présence d'une chargée d'étude de l'ONED, a été l'occasion pour les différents membres de l'observatoire de se voir présenter les chiffres départementaux de la protection de l'enfance de l'année 2012. La cellule Ecoute Loiret - Enfance en danger, créée en 2007, comptabilise 1 881 informations préoccupantes concernant 2 457 enfants, marquant une augmentation des IP de 7,5 % sur l'année dont un tiers proviennent de l'Education nationale (640 IP). Néanmoins, de fortes

disparités subsistent parmi les sept Mairies du Département. Le nombre de mesures, stable sur la période 2007-2011, est en hausse sur l'année 2012. Cette hausse est principalement liée à un accroissement des placements judiciaires conduisant à une proportion de 90 % de décisions judiciaires dans l'ensemble des confiements. L'augmentation des placements en MECS, conjuguée à une décroissance des placements en familles d'accueil, conduit à une répartition équitable des placements entre ces deux lieux. Le nombre de mineurs et majeurs isolés étran-

gers a doublé sur l'année 2012 (193). Ils représentent 14,2 % du public ASE et cette part importante pose des enjeux spécifiques en matière de prise en charge et d'accompagnement. Les priorités du schéma départemental enfance-famille 2011-2015 ont également été présentées. Elles s'articulent autour de la PMI (4 actions), de l'optimisation et de la sécurisation des procédures, ainsi que de la mise en place de dispositifs de prise en charge des publics spécifiques, principalement les enfants aux difficultés multiples et les jeunes majeurs.

Nantes : RDV annuels de la protection de l'enfance

Chaque année, l'ODPE de Loire-Atlantique organise des « RDV annuels de la protection de l'enfance » auxquels sont invités l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance du département.

En 2013, l'ODPE a fait l'objet d'une complète réorganisation et ce rendez-vous du 7 octobre a ainsi été l'occasion d'évoquer la nouvelle charte de fonctionnement. La présentation des chiffres clés sur l'année 2012 et la méthode d'évaluation du schéma enfance-jeunesse-famille étaient également à l'ordre du jour.

Le directeur de l'ONED est intervenu au cours de cette matinée pour exposer l'état des lieux des ODPE et les avancées du travail sur la remontée des données.

Journée des acteurs dans l'Aube

Le 8 novembre dernier, l'ODPE de Troyes organisait sa journée des acteurs, réunissant près de 500 participants. La matinée a été consacrée à l'état des lieux des travaux menés par les différents groupes de travail de l'ODPE. Puis, le directeur de l'ONED a exposé la démarche sur le périmètre de l'observation en protection de l'enfance. L'après-midi a été consacré à une conférence portant sur le thème de l'humour dans la relation parent-enfant, tenue par Jean Van Hemelrijck, psychothérapeute familial et psychologue.

Avis aux ODPE : le nouvel espace du site qui vous est réservé est maintenant en ligne.

Connectez-vous sur :

<http://www.oned.gouv.fr/user>

5^e Conférence de l'ODPE du Finistère

Pierre Maille, président du conseil général du Finistère, a ouvert le 21 novembre dernier la 5^e Conférence annuelle de l'ODPE en compagnie d'Hermeline Malherbe, Présidente du GIP Enfance en Danger et du conseil général des Pyrénées-Orientales. 120 personnes ont participé à cette journée permettant de faire connaître l'évolution des principaux indicateurs statistiques dans le Finistère et de partager une réflexion sur la politique départementale, notamment au travers de la thématique du parcours de l'enfant en protection de l'enfance.

Hermeline Malherbe et Marie-Paule Martin-Blachais, directeur du GIP enfance en Danger, sont intervenues au cours d'une table ronde intitulée « De l'ONED à l'ODPE : quel est l'intérêt de l'observation ? Quelle articulation entre les deux instances ? ».

Séminaires, journées d'études

90 ans d'actions au service de la protection de l'enfance pour l'association Olga Spitzer

L'association Olga Spitzer a fêté ses 90 ans le 9 octobre dernier à Paris. L'ONED a été invité à participer à cette commémoration.

Créée à Paris en 1923 à l'initiative de Mme Olga Spitzer et de plusieurs autres personnalités, l'association a pour but, selon ses statuts, de « concourir à la protection des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs, qu'ils soient en danger dans leur milieu ou perturbés sur le

plan psychologique, ainsi qu'à la réinsertion de ces jeunes dans leurs familles et dans leur environnement ». Elle met ainsi en œuvre des actions de prévention, de protection, de médiation, des interventions éducatives et sociales, médicales, psychologiques et/ou de rééducation au bénéfice d'enfants et d'adolescents et des actions d'insertion en faveur d'adultes. Dix-huit établissements ont été mis en place à Paris et dans sa périphérie

depuis sa création.

L'après-midi de commémoration a été ponctuée de discours, de performances artistiques et de moments conviviaux d'échanges. Catherine Sultan, directrice de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et Dominique Balmay, président de l'UNIOPSS, sont notamment intervenus en qualité de grands témoins. Le directeur de l'ONED a également participé à une table ronde sur le thème

« Transmission, continuité et innovation », aux côtés de Jean-Jacques Yvarel, historien, Jean-Pierre Winter, psychanalyste et Pascale Breugnot, docteur en

sciences de l'éducation. Il a insisté sur le dynamisme du secteur de la protection de l'enfance en matière d'innovations, en montrant l'importance d'inscrire tou-

jours ces nouveaux projets dans une continuité d'action.

Vers une plus grande prise en compte du lien de l'enfant avec sa famille d'accueil

Le 19 novembre 2013, dans le cadre des célébrations du 24^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, la Voix de l'enfant et Parcours d'exil organisaient un colloque sur le thème de l'enfant et sa famille d'accueil. Le colloque a été ouvert par M. Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Mme Derain, défenseure des enfants et Mme Fouquet-Dorr, vice-présidente de la Voix de l'enfant. Trois thématiques ont été abordées par des professionnels de divers horizons : psychologue, magistrat, médecin, avocat, fonctionnaires territoriaux, assistants

familiaux, éducateur et représentant des personnes accueillies en protection de l'enfance : l'intérêt de l'enfant, le besoin d'attachement de l'enfant, la préparation à la sortie de prise en charge du mineur placé et les droits de l'enfant accueilli en protection de l'enfance. La question du lien qui se crée entre la famille d'accueil et l'enfant devrait être plus largement prise en compte tout au long de la prise en charge et les assistants familiaux davantage intégrés aux équipes éducatives.

Les actes du colloque seront mis en ligne sur le site de la Voix de l'enfant.

3^{es} rencontres territoriales de la protection de l'enfance

Accueillies par le conseil général de Seine-Saint-Denis, et portées par le Club ASE et le Réseau Petite Enfance, en partenariat avec la DPJJ et le Groupe SOS, cette 3^e édition des rencontres territoriales de la protection de l'enfance a réuni près de 500 acteurs de terrain, les 21 et 22 novembre 2013. En une journée et demie de conférences et de débats, la réflexion principale de cette nouvelle édition a porté sur la protection des enfants de 0 à 6 ans. Le soutien des parents, l'évaluation des situations, l'accompagnement des parents vulnérables et les statuts de l'enfant : telles ont été quelques unes des questions abordées lors des ateliers et séances plénières de ces rencontres.

A l'international

Institut Haruv de Jérusalem : un groupe de travail sur la protection de l'enfance

L'institut Haruv (*The Haruv Institute*) a pour mission de contribuer par ses actions à la réduction de la maltraitance, notamment par le développement des recherches sur le sujet, de former les professionnels dans le champ de la protection de l'enfance, mais aussi d'être un support pour les politiques publiques. Du 6 au 9 octobre, s'est tenu à Jérusalem le premier groupe de travail international pour jeunes chercheurs

spécialisés dans le domaine de l'enfance en danger. La participation de l'ONED à cette initiative, par le biais d'une chargée d'étude invitée, a été fructueuse puisqu'elle a permis un échange autour des pratiques et des politiques à un niveau international. Les interventions portaient autant sur l'aspect politique de la question (quel est le rôle des défenseurs des enfants ? quel niveau de connaissance ont les jeunes sur leurs droits ?) que sur

les pratiques des professionnels (quels sont les critères de report ou non de maltraitances ?) ou encore sur l'impact des maltraitances et des prises en charge sur les personnes anciennement placées (quel impact sur les relations amoureuses des jeunes ? comment sont traitées les questions culturelle et religieuse dans le champ de la protection de l'enfance et quelle influence sur le devenir à l'âge adulte ?).

Colloque de l'AISLF à Lausanne : « Autour de l'enfant. Parents, intervenants, institutions »

Les 14 et 15 novembre 2013, le directeur de l'ONED et une chargée d'étude ont participé au colloque « Autour de l'enfant. Parents, intervenants, institutions », organisé par le comité de recherche « Sociologie de la famille » (CR 08) de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Ce colloque a eu lieu à la Haute Ecole de Travail social et de la Santé-EESP à Lausanne. Il a rassemblé de nombreux chercheurs suisses, québécois, français, bulgares, roumains, belges et professionnels autour des questions de parentalité et de protection de l'enfance. La chargée d'étude a présenté une

communication intitulée « Travailler l'accord avec les familles : formes contractualisées de régulation de la parentalité en protection de l'enfance » dans l'atelier « L'intervention auprès de l'enfant et de la famille comme processus de normalisation » ? Le directeur de l'ONED a clôturé les deux journées du colloque par une synthèse finale qui présentait l'intérêt de centrer le regard sur l'enfant, cette focale mettant en exergue des enjeux fondamentaux en sociologie de la famille. Il a dégagé quatre axes de réflexion transversaux aux différentes interventions : 1) l'articulation entre les acteurs et les institutions, 2) la

fonction du droit en tant que constituant une identité et une structure de relation aux autres. 3) L'articulation et le continuum entre aide, accompagnement des professionnels, contrôle et risque. 4) L'absolue nécessité d'articuler les points de vue (de la fratrie, des usagers), et par conséquent la nécessité de développer les recherches sur les usagers en protection de l'enfance.

Pour s'abonner à la Lettre : siteoned@oned.gouv.fr
GIP Enfance en Danger BP 30302 75823 Paris cedex 17
Tél : 01 53 06 68 68 / 01 45 41 38 01 (fax)
www.giped.gouv.fr / www.oned.gouv.fr
Directeur de la publication : Gilles Séraphin
Réalisation : Fanny Bourreau